

Quelques honorables SENATEURS: Non.

L'honorable M. CROSBY: Vous êtes dans l'erreur.

L'honorable M. LAIRD: Complètement dans l'erreur.

L'honorable M. CROSBY: Les régiments de la milice n'ont pas été employés à cause de quelque mauvaise législation du ministre que vous avez suivi, feu sir Frederick Borden. Il y a eu malentendu parce que vos gens ne connaissaient rien de cette législation, et nous n'avions pas le temps de l'étudier. Les cadres existaient et ils nous ont beaucoup servi pour envoyer 33,000 hommes outre-mer dans les premières six semaines après la déclaration de la guerre.

L'honorable M. BOSTOCK: L'honorable monsieur peut prétendre en connaître plus que moi sur cette question; mais s'il prend des renseignements à ce sujet, il trouvera qu'il y avait dans le ministère une organisation qui aurait pu lever tous les bataillons nécessaires avec un minimum de dépenses et de troubles. Je pense que c'est une question qui aurait dû être étudiée soigneusement avant de nous engager dans d'autres dépenses pour la milice.

L'honorable M. GORDON: Mon honorable ami voudra-t-il me permettre? L'honorable monsieur n'a-t-il pas accepté l'opinion de son chef que l'Allemagne était notre amie dans le temps et que nous n'avions pas besoin de milice?

L'honorable M. BOSTOCK: Je ne comprends pas bien ce que mon honorable ami demande.

L'honorable M. GORDON: Voulez-vous que je répète la question? Ma question est celle-ci: n'avez-vous pas dans le temps suivi l'opinion de votre chef, qui avait l'idée que l'Allemagne était notre amie et que nous n'avions pas besoin de voter de l'argent?

L'honorable M. BOSTOCK: Le fait reste que nous avions la milice; qu'en 1910, je crois que c'était cette année-là, le représentant du gouvernement dans le temps, le chef du ministère de la Milice est allé en Angleterre pour prendre part aux délibérations sur les moyens d'organiser toutes les forces du Canada, afin qu'elles fussent en position d'être utilisées en cas d'urgence, comme une guerre contre l'Allemagne.

L'honorable M. CROSBY: Elles ont été utilisées.

L'honorable M. BOSTOCK: Et ils ont formé une organisation et adopté un plan et

une politique qui auraient dû être utilisés en cas de quelque trouble comme la guerre contre l'Allemagne. Mais je pense que, comme je l'ai dit déjà, cette organisation n'a pas été utilisée de la manière qu'elle aurait dû l'être. Nous devrions avoir une discussion complète et toutes les explications nécessaires de toute la situation, avant de dépenser encore de l'argent pour la milice.

Je suis fortement convaincu que le gouvernement dépense aujourd'hui plus qu'il ne devrait dépenser pour l'expédition des affaires de ce pays. Nous en sommes rendus à ne pouvoir plus emprunter de l'argent en dehors du Canada. Nous n'agissons pas dans l'intérêt du pays, ni pour le bénéfice de sa population, si nous empruntons plus d'argent du peuple du Canada dans le but de conduire les affaires du pays. Le gouvernement aurait dû réduire plus les crédits, afin de se tenir dans les limites raisonnables d'une juste proportion avec les conditions présentes où se trouve le pays.

Je ne veux pas abuser plus longtemps du temps de la Chambre. Il peut y avoir d'autres messieurs qui désirent dire quelque chose sur cette question; et je ne suppose pas que les protestations que l'on pourrait faire puissent avoir quelque effet sur le gouvernement.

L'honorable J. G. TURRIFF: Honorables messieurs, le montant annoncé dans le bill des subsides, qui vient d'être présenté, montre au pays que le gouvernement est trop extravagant et n'a pas apporté le soin et l'économie dont il devrait faire preuve dans les conditions actuelles. Quand le Canada, avec une population de 8,500,000 à 9,000,000 se voit en face d'un bill budgétaire de \$630,000,000, et que le revenu estimé n'est que d'environ \$450,000,000 au plus, alors la situation de ce pays est très sérieuse. Le Canada est à peu près le seul pays du monde, parmi ceux qui sont supposés suivre la marche du progrès, à ne pas réduire son passif. Les Etats-Unis, un pays qui n'est pas plus riche que nous, je crois, en proportion de sa population, a réduit sa dette de guerre d'une façon très appréciable. J'ai lu pendant le mois d'avril qu'il avait réduit sa dette de \$275,000,000. Le gouvernement britannique a tellement réduit sa dette de guerre, que l'on peut prévoir le jour où elle sera éteinte, malgré qu'il faille pour cela plusieurs années. En Canada, plus d'un an et demi après la fin des hostilités, non seulement nous ne réduisons pas notre dette de guerre, mais nous ne pouvons joindre les deux bouts: